



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 15/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TRIFAULT Travaux Publics

Les alouettes
72260 Marolles-Les-Braults

Références : 2024-299-INSP-RAP-NG-TRIFAULT-LA-BAZOGÉ
Code AIOT : 0006300512

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2024 dans l'établissement TRIFAULT Travaux Publics implanté Le Champ du Bouc Cornu 72650 La Bazoge. L'inspection a été annoncée le 05/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRIFAULT Travaux Publics
- Le Champ du Bouc Cornu 72650 La Bazoge
- Code AIOT : 0006300512
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière du Bouc cornu exploitée par la société TRIFAULT à la Bazoge est un gisement de pierres de "Roussard", argiles datées du Cénomani (environ 100 millions d'années) qui est exploité sur une hauteur maximum de 7 mètres. Les matériaux extraits en blocs sont utilisés pour la restauration de bâtiments. Les autres peuvent être utilisés pour la réalisation de plate-forme et pour les plus fins, à l'enrobage des canalisations enfouies.

La surface autorisée de la carrière est 43 850 m² dont 32 000 m² dédiée à l'extraction. La production maximale de matériaux est de 10 000 t/an. La carrière est autorisée pour 20 années jusqu'en 2029.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suite visite 18/10/2022 - Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 03/06/2009, article 2.2.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	1 mois
2	Suite visite 18/10/2022 - Sécurité	Arrêté Préfectoral du 03/06/2009, article 2.3.3	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	15 jours
4	Suite visite du 18/10/2022 - Émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 03/06/2009, article 3.5.4	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois
5	Suite visite du 18/10/2022 - Gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	1 mois
6	Suite visite du 18/10/2022 - Gestion des déchets inertes	AP Complémentaire du 03/04/2015, article 3 § 11	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
7	Accès aux installations	Arrêté Préfectoral du 03/06/2009, article 2.3.1	/	Demande d'action corrective	15 jours
8	Extraction de matériaux	Arrêté Préfectoral du 03/06/2009, article 2.4.2.1	/	Demande d'action corrective	3 mois
9	Suivi des installations	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Suite visite 18/10/2022 - Remise en état	AP Complémentaire du 03/04/2015, article 3 § 6	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière du Bouc cornu est très peu exploitée. L'échéance de l'autorisation est fixée en 2029, l'exploitation actuelle correspond à la première phase d'exploitation n°1. L'exploitant indique envisager un renouvellement de l'autorisation d'exploiter à l'échéance de l'autorisation. L'inspection rappelle à l'exploitant que l'autorisation d'exploiter la carrière du Bouc cornu a fait l'objet d'une

procédure d'autorisation engageante pour l'exploitant dans la conduite et la tenue du site dans le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter octroyé par l'arrêté préfectoral du 3 juin 2009 complété de l'arrêté préfectoral du 3 avril 2015. Le fait d'exploiter très peu la carrière n'allège pas les obligations de l'exploitant quant au respect des prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation.

L'inspection réalisée le 24 septembre 2024 conduit l'inspection à formuler 7 demandes d'actions correctives (conduites et suivi du site, surveillance des émissions sonores, gestion des déchets inertes, sécurité des accès au site, phasage d'exploitation) et 1 demande de justification (registre déchets).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite visite 18/10/2022 - Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2009, article 2.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Information du public
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 18/10/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents : <ul style="list-style-type: none"> son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux, l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Lors de la visite du 18 octobre 2022, l'inspection des installations classées avait demandé à l'exploitant de maintenir le panneau visible à l'entrée de la carrière. En séance, la présence du panneau à l'entrée de site est constatée. Les informations sont lisibles mais un nettoyage du panneau permettrait une lecture optimale des informations. La végétation commence à repousser.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none"> Procéder à l'élitage des quelques arbres venant encombrer le panneau d'informations. Veiller au bon entretien du panneau pour assurer une bonne lisibilité des informations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Suite visite 18/10/2022 - Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2009, article 2.3.3
Thème(s) : Autre, Voies de circulation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 18/10/2022

<ul style="list-style-type: none"> type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les voies de circulation internes à l'établissement sont aménagées et dimensionnées en tenant compte du nombre, du gabarit et du tonnage des véhicules appelés à y circuler. Les accès aux installations sont aménagés de façon à éviter de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des secours. Notamment, afin de faciliter, en cas de sinistre, l'intervention des secours, une voie doit permettre l'accès à l'installation de traitement sur tout son périmètre. Pendant les horaires d'ouverture de la carrière, les aires de stationnement internes doivent être suffisantes pour accueillir l'ensemble des véhicules. La vitesse de circulation est limitée à 15 km/h à l'intérieur de la carrière.</p>
<p>Constats :</p> <p>À l'issue de l'inspection conduite le 18 octobre 2022, il avait été demandé à l'exploitant de signaler la limitation de vitesse à 15 km/h sur le site et de l'indiquer sur le panneau à l'entrée du site. Lors de l'inspection, aucune activité n'est réalisée sur le site. La limitation de vitesse n'a pas été mise en place sur le site. Le panneau contient toujours la mention de limitation de vitesse à 20km/h.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> Installer une signalisation de circulation limitée à 15 km/h sur le site. Mettre à jour cette limitation de vitesse sur le panneau d'indication situé à l'entrée du site.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 3 : Suite visite 18/10/2022 - Remise en état

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/04/2015, article 3 § 6</p>
<p>Thème(s) : Autre, Nature des remblais</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 18/10/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les seuls déchets admissibles sur le site sont exclusivement les déchets inertes suivants: 17 01 01 (bétons) 17 01 02 (briques) 17 01 03 (tuiles et céramiques) 17 01 07 (mélanges de bétons, briques et céramiques) 17 03 02 (mélanges bitumineux, uniquement après test pour s'assurer de l'absence de goudron) 17 05 04 (terres et pierres y compris déblais)</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 18 octobre 2022, l'inspection des installations classées avait constaté sur le site la présence de déchets de béton (code 17 01 01), de déblais (code 17 05 04) et d'un amas d'environ 5m³ de déchets de bois.</p>

<p>Il avait été rappelé à l'exploitant son obligation d'évacuer les déchets de bois vers une installation autorisée à les recevoir.</p> <p>En séance, l'inspection a constaté la présence d'un stock de déchets bétons et déblais sur une surface d'environ 500 m².</p> <p>L'exploitant indique qu'il est prévu le concassage de ces déchets en vue de les valoriser. Cette activité est couverte par l'article 1.2.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 juin 2009 qui mentionne l'activité de concassage des bétons (recyclage des matériaux de démolitions et produits de recyclage) sur la même parcelle que les installations de traitement des matériaux sur une capacité de stockage de 4 000m³ au maximum.</p> <p>Le stock de déchets de bois sur le site a été évacué. Seules quelques branches d'un arbre récemment tombé sont entreposées à proximité du stock de déchets béton et déblais.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-Veiller à évacuer régulièrement les déchets présents sur le site vers les filières dûment autorisées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Suite visite du 18/10/2022 - Émissions sonores

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2009, article 3.5.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions sonores</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait réaliser tous les trois ans et à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores et des émergences par une personne ou un organisme qualifié selon une procédure et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par son établissement pendant une phase représentative d'activité.</p>
<p>Constats :</p> <p>A l'issue de la visite conduite le 18 octobre 2022, l'inspection des installations classées avait demandé à l'exploitant d'effectuer les mesures des émissions sonores dans les conditions prévues par l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2009, préférentiellement lors de campagnes de concassage.</p> <p>En séance, l'exploitant indique que les mesures de bruit dans l'environnement ne sont pas réalisées étant donné le contexte très réduit d'activité sur le site et le peu de riverains autour du site.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant son obligation de réaliser les mesures de bruit dans l'environnement dans le cadre de son arrêté d'autorisation d'exploiter la carrière et en application de l'article 22.1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif à l'exploitation des carrières (renvoyant à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement).</p> <p>L'exploitant s'engage à réaliser une campagne de mesures de bruit dans l'environnement dès la prochaine campagne de concassage sur le site et, au plus tard, en 2025.</p> <p>Lors de l'inspection conduite le 18 octobre 2022, il avait été indiqué à l'exploitant qu'il pourrait demander un aménagement des prescriptions de l'article 8.4 de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'Environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2515 : " Broyage, concassage,</p>

criblage,..."
Il est cependant rappelé à l'exploitant que l'exploitation de sa carrière est soumise à la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées. La surveillance des installations doit ainsi respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 obligeant la surveillance des émissions sonores de son installation et en respectant la périodicité prescrite par l'article 3.5.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 juin 2009.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none"> Faire réaliser une campagne de mesure de bruit dans l'environnement i possible lors de périodes de concassage des matériaux et avant la fin de l'année 2024. Transmettre à l'inspection, dès qu'il sera disponible, le compte-rendu des mesures de bruits dans l'environnement réalisées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Suite visite du 18/10/2022 - Gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 18/10/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; -en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; -une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la

<p>zone de stockage de déchets ;</p> <p>-les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.</p> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>A l'issue de l'inspection conduite le 18 octobre 2022, il avait été demandé à l'exploitant de compléter le plan de gestion des déchets d'extraction avec notamment :</p> <p>-le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;</p> <p>-une étude de l'état du terrain de la zone de stockage au nord du site susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;</p> <p>-la confirmation de l'absence de risque majeur au niveau des zones de stockage de déchets.</p> <p>Le plan de gestion de déchet n'a pas évolué depuis 2022.</p> <p>Le plan de gestion des déchets contient une cartographie identifiant la zone de stockage des sables stériles sur le site. Celle-ci est située au nord du site. Le plan de gestion de déchets précise que les déchets sont valorisés au maximum lorsque cela est possible.</p> <p>Il est constaté que le site est très peu exploité (1 journée d'exploitation déclarée pour 2023 avec environs 50 tonnes de matériaux extraits). Il est peu à peu envahi par la végétation. La zone de stockage des stériles est peu à peu envahie par la végétation comme le reste du site. Il n'y a pas de nouveaux apports de stériles de production.</p> <p>L'exploitant n'a pas identifié d'instabilité de terrain.</p> <p>Le plan d'exploitation daté du 13 décembre 2023 formalise une zone de remblais ainsi qu'une zone de stockage de remblais de terre au sud du site. La zone de stockage de stériles est aussi matérialisée sur ce plan.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>- Mettre à jour le plan de gestion de déchets de façon cohérente avec l'exploitation du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Suite visite du 18/10/2022 - Gestion des déchets inertes

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/04/2015, article 3 § 11</p>
<p>Thème(s) : Autre, Registre d'admission</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les</p>

caractéristiques des matériaux, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones (et les niveaux si nécessaire) de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.
<p>Constats :</p> <p>A l'issue de l'inspection du 18 octobre 2022, il avait été demandé à l'exploitant de mettre en place puis tenir à jour un registre sur lequel sont répertoriés les provenances, les quantités, les caractéristiques des matériaux, les moyens de transport utilisés et les noms des transporteurs ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones (et les niveaux si nécessaire) de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.</p> <p>La transmission de ce registre avait été demandée à l'exploitant.</p> <p>Sur site, l'exploitant indique que le registre déchets a été mis en place mais il n'est pas consultable en séance. L'exploitant précise qu'il y a très peu de déchets admis sur le site. L'exploitant propose à l'inspection d'envoyer un extrait du registre déchets 2023-2024.</p> <p>Comme mentionné au point de contrôle n°3, les seuls déchets admis sur le site sont des déchets destinés à être revalorisés (déchets de béton avec le code 17 01 01 et déchets de déblais avec le code 17 05 04).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Transmettre à l'inspection un extrait du registre déchets mis en place (2023/2024). • Transmettre à l'inspection les éléments de caractérisation du caractère inerte des déchets reçus sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Accès aux installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2009, article 2.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Interdiction d'accès
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit.</p> <p>Il est interdit de laisser à des tiers l'utilisation du site avant le terme de l'exploitation. L'accès de l'exploitation est interdit au public.</p> <p>En particulier, une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif équivalent est mise en place autour des zones dangereuses, notamment des chantiers de découverte ou d'exploitation, des bassins de décantation et des installations de traitement. Des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité du périmètre clôturé.</p> <p>Les entrées du site sont équipées de portails, maintenues fermées lors de toute interruption de l'activité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite sur site, l'inspection constate que la clôture séparant le site du domaine public a été coupée à plusieurs endroits au sud du site. L'accès piéton est ainsi rendu possible.</p>

L'exploitant a procédé aux premières réparations lors de la visite d'inspection.
Un panneau interdisant l'accès au site est présent à l'entrée

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Réparer et renforcer la clôture autour du site afin d'empêcher efficacement toute intrusion sur le site.
- Ajouter des panneaux danger carrière et interdiction d'accès aux endroits potentiellement les plus accessibles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 8 : Extraction de matériaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2009, article 2.4.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, phasage d'exploitation

Prescription contrôlée :

L'extraction est réalisée en quatre phases de cinq années chacune, conformément au plan de phasage d'exploitation et de réaménagement du site annexé au présent arrêté.

Les caractéristiques de chaque phase d'exploitation sont résumées dans le tableau ci-dessous :

PHASE "n" CONCERNÉE	phase 1	phase 2	phase 3	phase 4
PÉRIODE QUINQUENNALE	2009 – 2014	2014 – 2019	2019 – 2024	2024 – 2029
SURFACE L'EXPLOITATION	1 ha 26	0 ha 94	0 ha 40	0 ha 46

L'extraction est réalisée à ciel ouvert en fouille sèche, au moyen d'engins mécaniques sans utilisation d'explosifs. Les matériaux extraits sont traités par concassage, criblage dans une installation mobile située à l'intérieur du périmètre. Les opérations d'extraction, de traitement des matériaux et de maintenance des installations ne peuvent être effectuées que du lundi au vendredi (7 heures - 19 heures), jours fériés exceptés.

Constats :

Pour 2023, l'exploitant a déclaré une exploitation sur une surface de 0.0008 hectares. Depuis l'octroi de l'autorisation, d'après les données GERE, seulement 0.073 hectares ont été exploités jusqu'à maintenant sur les 3.2 hectares extractibles.

La quantité extraite de matériaux n'atteint pas la surface exploitable de la première phase d'exploitation 2009-2014. L'échéance de l'autorisation est fixée en 2029.

L'exploitation actuelle n'est plus du tout en cohérence avec le phasage d'exploitation prévu par l'article 2.4.2.1 de l'arrêté préfectoral du 3 juin 2009.

L'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire 3 avril 2015 prescrit la transmission d'un plan de phasage d'exploitation et de remise en état dans un délai de 3 mois à compter de la notification dudit arrêté. Ce point n'a pas été abordé le jour de la visite mais à la connaissance de l'inspection, aucun dossier relatif au phasage d'exploitation avec la mise à jour du montant des garanties financière n'a été transmis à l'inspection depuis la notification de l'arrêté du 3 avril 2015.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<ul style="list-style-type: none"> En application de l'article R.181-46 du code de l'environnement, il convient de déposer un dossier de porter à connaissance des modifications des conditions d'exploiter afin d'actualiser le phasage d'exploitation et de mettre à jour le montant des garanties financières. Ce dossier s'accompagne de tous les éléments d'appréciation et de justification des besoins d'exploitations de la carrière.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Suivi des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; - les bords de la fouille ; - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; - les zones remises en état ; - la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : L'exploitant a fourni un plan de masse mis à jour le 13 décembre 2023. Le plan ne matérialise pas le rayon de 50 mètres autour du périmètre d'exploitation. Les zones de stockage des remblais, terres et sables sont indiquées sur le plan. L'entrée du site et les pistes sont matérialisées. Les cotes d'extractions sont indiquées. Le plan n'est pas légendé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<ul style="list-style-type: none"> Mentionner sur le plan d'exploitation, l'ensemble des éléments prescrits par l'article 15 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois